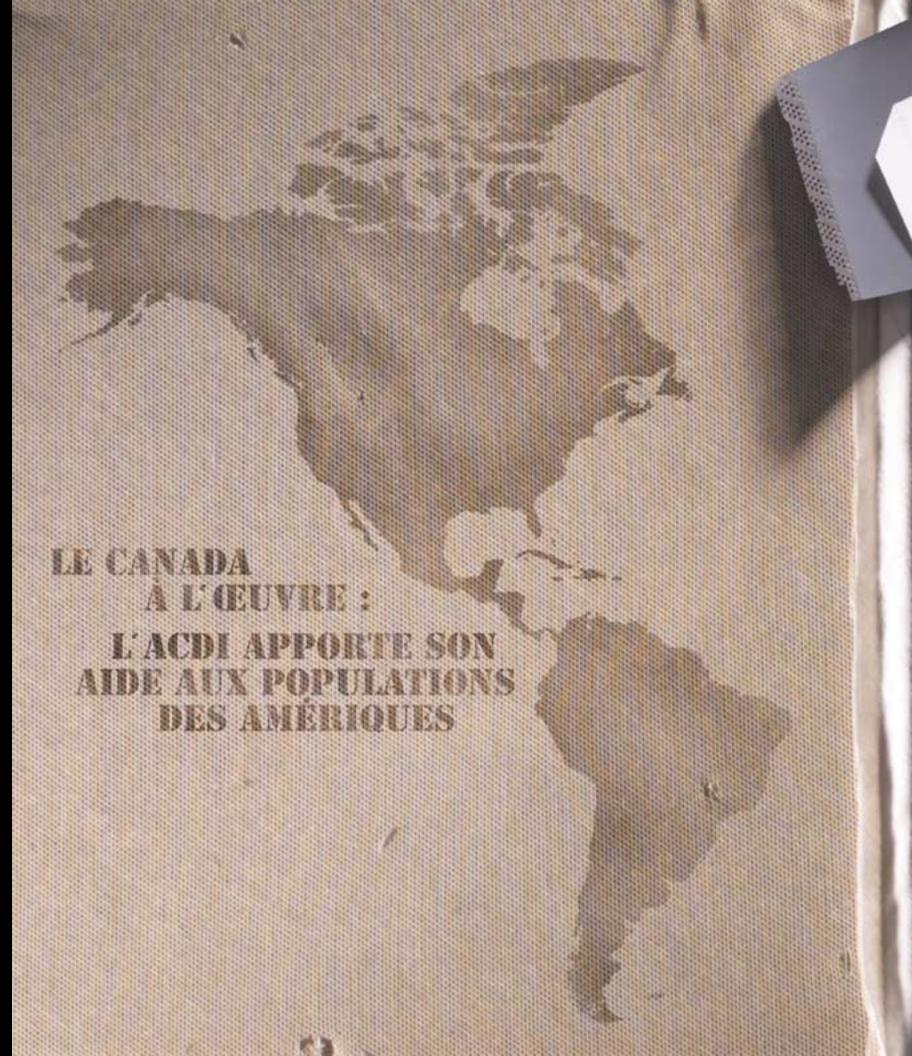


Le CANADA et la coopération au développement dans les Amériques



PHOTOS DE FAMILLE

Canada





Message de la ministre

La communauté des nations de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud et des Antilles forme une gran familia. Les liens qui unissent cette grande famille ont été tissés au fil des générations. L'occupation partagée de cette immense masse de terre qui s'êtire d'un pôle à l'autre, les collectivités autochtones sur l'ensemble du territoire des Amériques, un fond commun d'influences historiques et des échanges commerciaux soutenus sont autant de facteurs qui tient notre destin. Le Canada appartient à cet ensemble et ses rapports avec ses voisins se resserrent davantage chaque jour.

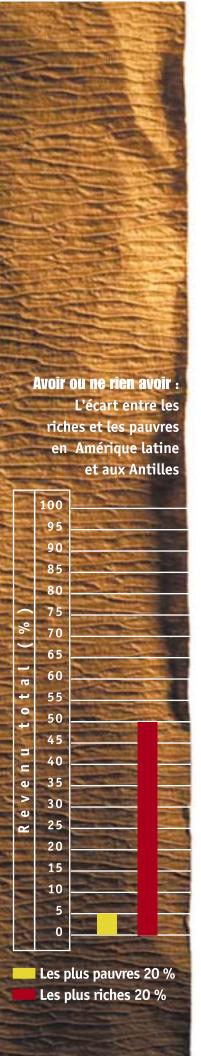
Ce sont précisément ces liens qui feront l'objet des discussions du Sommet. Le Canada accordera une attention toute Le Sommet des Amériques 2001 particulière aux peuples de ce continent et aux moyens d'améliorer leur qualité de vie. Comme le soulignait le premier ministre Jean Chrétien, le Sommet ne porte pas uniquement sur des questions économiques, mais également sur l'ensemble des valeurs et des aspirations que nous partageons tous, comme la démocratie, l'équité des marchés et la justice sociale. Le Sommet doit absolument se conclure sur l'engagement ferme et non équivoque de placer le bien-être des citoyens au-dessus de tout et sur la reconnaissance du fait que ceux-ci ne pourront s'épanouir pleinement que si l'on assure leur sécurité, respecte leurs droits fondamentaux et fournit à tous un accès équitable aux possibilités économiques et sociales.

Tout au long de la longue histoire de coopération et d'assistance qui nous unit, les Canadiens ont contribué au rayonnement de la paix et de la justice sur notre continent.

Nous sommes extrêmement fiers de leurs initiatives. Soulignons l'exemple, entre autres, de sœur Jeannine Gagnon de Mauricie, partie enseigner à Haîti en début de carrière et qui y retourne chaque année ou encore celui de Marie-Claire Nadeau de Montréal qui utilise l'expertise qu'elle a développée avec les groupes de santé des femmes au Pérou pour aider les pauvres de sa propre ville. Il y a aussi l'exemple du père Tim Coughlan de Cobourg, en Ontario, qui a fondé Horizons d'amitié avec deux de ses amis à la suite d'une expérience inoubliable à titre de bénévole au Honduras et celui de Daniel Gagnon, un forestier de la ville de Québec, qui a rédigé El Machete Verde, un guide agroforestier que les fermiers démunis d'Amérique centrale consultent encore aujourd'hui, dix ans après sa publication.

L'héritage de toutes ces personnes se fait encore sentir aujourd'hui, alors que des milliers de Canadiens et Canadiennes travaillent étroitement avec des partenaires issus des collectivités les plus pauvres et les plus défavorisées du continent. Cette brochure se feuillette, en quelque sorte, comme un album de famille. Chaque photo y raconte son histoire. C'est une invitation à mieux connaître ces parents éloignés. En espérant que vous y prendrez plaisir. Maria Minna

Ministre de la Coopération internationale





du XXI^e Siècle, les pays d'Amérique latine et des Antilles sont

presque tous démocratiques et la paix règne aujourd'hui dans les régions autrefois déchirées par la guerre. De plus, la plupart des économies de ces pays se sont ouvertes au marché international. Cependant, la voie de la prospérité demeure parsemée d'écueils. De fait, malgré un taux de croissance économique de 3,6 %, quelque 200 des 800 millions de personnes que compte la région vivent dans la pauvreté. Et ce nombre est en progression. En réalité, c'est en Amérique latine et aux Antilles que l'on observe le fossé le plus profond au monde entre riches et pauvres. Dans cette région, le besoin le plus urgent est, sans contredit, d'associer les populations les plus pauvres à la croissance économique et de veiller à ce qu'elles en récoltent les fruits.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est l'organisme largement responsable de la contribution du gouvernement du Canada aux efforts de réduction de la pauvreté et de développement durable à l'échelle mondiale. Dans les pays d'Amérique latine et des Antilles, elle travaille avec des partenaires canadiens et des acteurs locaux à aider ces pays à répartir équitablement les bienfaits de la croissance et de la mondialisation, à améliorer la santé et l'éducation, et à se prémunir contre diverses sources d'instabilité, qu'elles soient d'ordre économique, climatique ou social. Les quatre priorités de développement social de l'ACDI — santé et nutrition, éducation de base, lutte contre le VIH/sida et protection des enfants — jouent un rôle de premier plan dans le programme de coopération du Canada.

Tremblements de terre au Salvador!

À la reconquête du terrain perdu

En janvier 2001, un puissant séisme a frappé l'Amérique centrale, faisant plus de 800 morts, des milliers de blessés et des dizaines de milliers de sans-abri. Cette secousse a été ressentie du Panama au Mexique. C'est toutefois au Salvador qu'elle a provoqué la majorité des dommages, l'épicentre se trouvant près de ses côtes.

Le Canada, par l'intermédiare de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a été le premier pays à consentir un appui en accordant immédiatement une contribution de 1 million de dollars pour les victimes du séisme. En raison de l'ampleur des dégâts, le gouvernement a annoncé par la suite qu'il fournirait une aide additionnelle de 1,3 million de dollars pour venir en aide aux populations victimes du séisme.

En février 2001, le Salvador a été secoué par un deuxième séisme de forte intensité. Cette fois-ci, les localités épargnées par le premier tremblement de terre ont été durement frappées. La secousse a fait plus de 270 morts, plus de 2 000 blessés, et des milliers de sans-abri.

Après le tremblement de terre du 13 février, le Canada a annoncé une aide additionnelle de 1 million de dollars, preuve de sa volonté de répondre aux besoins immédiats de la population salvadorienne. Le gouvernement a consenti une aide totalisant 3,3 millions de dollars pour les victimes des deux séismes et s'est engagé à prêter main-forte au Salvador en vue de sa reconstruction.

La communauté des organisations non gouvernementales s'est promptement mobilisée pour assurer la distribution de cette aide. Parmi ces organisations, qui sont au demeurant financées par l'ACDI dans le cadre de son programme de coopération au développement en Amérique centrale, figurent la Croix-Rouge canadienne, le Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), Oxfam Canada, Oxfam-Québec, CARE Canada, ainsi que l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix (OCCDP). Le travail de ces organisations ne se limite pas à répondre aux besoins des populations touchées par le tremblement de terre. Il consiste également à les aider à retrouver dès que possible le chemin du développement.

La coopération au développement est axée avant tout sur les gens — la possibilité pour eux de faire des choix et d'améliorer leur qualité de vie. L'accès à des services de santé et d'éducation de qualité s'avère un droit fondamental. Aussi, ces services sont-ils essentiels pour échapper à la pauvreté et pour offrir de meilleures perspectives d'avenir aux familles.



Avec un grain de sel

Plus de 60 % des jeunes Boliviens de la génération précédente en âge de fréquenter le primaire avaient un goitre (un gonflement de la glande thyroïde), signe manifeste d'une carence en iode. Ces enfants, issus en majorité des familles les plus pauvres, devaient composer avec les conséquences de ce désordre, soit une capacité mentale réduite, une mauvaise coordination physique et un manque d'énergie. Le seul avenir dont ils pouvaient rêver était d'occuper un métier peu spécialisé, comme berger ou cireur de chaussures.

La carence en iode est la cause unique la plus répandue et la plus facilement évitable de lésions cérébrales et d'arriération mentale au monde. Le gouvernement bolivien était bien résolu à agir. Avec l'aide de l'ACDI et en coopération avec l'UNICEF, l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Organisation mondiale de la santé et l'association bolivienne des producteurs de sel, les autorités du pays ont entrepris de produire suffisamment de sel iodé pour combler les besoins de toutes ces familles.

Aujourd'hui, 93 % des Boliviens reçoivent l'iode dont ils ont besoin grâce à du simple sel de table. La Bolivie est ainsi devenue le premier pays en développement à répondre à l'objectif mondial d'utilisation généralisée du sel iodé, lequel avait été établi en 1990 lors du Sommet mondial pour les enfants.



Amazonie: Apprendre pour mieux enseigner

Dans la dense forêt équatoriale de la Guyana intérieure, des collectivités amérindiennes vivent dans la pauvreté et l'isolement, sans électricité, sans téléphone et coupées du monde extérieur. Les habitants doivent souvent marcher plusieurs jours pour recevoir des traitements, et leur système scolaire est rudimentaire. La plupart des enseignants du primaire sont des femmes de la collectivité, qui n'ont souvent pu terminer leurs études secondaires et encore moins leurs études en pédagogie de l'enseignement.

Mais voilà, tout cela est en train de changer. En effet, l'organisation montréalaise Tecsult International, avec l'aide du Canada, apporte son appui au collège pédaqoqique Cyril Potter de Georgetown, en Guyana, dans le but de mettre au point et d'offrir des programmes d'éducation à distance à l'intention des enseignants. Les deux partenaires ont mis au point du matériel pédagogique à partir duquel les enseignants se perfectionnent le soir, à la lueur d'une lampe à l'huile. Ils forment également des animateurs qui travaillent directement avec les enseignants, lors des séances mensuelles d'encadrement. Ces séances ont lieu dans les centres régionaux, souvent situés à deux jours de route des villages les plus reculés.

En 2003, ce projet aura permis de former plus de 1 200 enseignants et 400 directeurs. La plupart des participants suivront ce programme pendant quatre années et demie, ce qui démontre une solide motivation. Comme le dit un des participants, ce programme a fait naître « au sein de la collectivité, un sentiment autrefois très rare : la perspective d'une vie meilleure sans avoir à quitter son chez soi ».

en œuvre.

Les gens qui détiennent le moins de pouvoir dans le monde sont les plus jeunes. En Amérique latine et aux Antilles, la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies s'est révélée profitable aux enfants qui ont vu leurs droits s'affirmer notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection. La plupart des pays de la région ont ratifié cette convention et adopté des lois pour la mettre

Mais ces jeunes ont besoin d'appui pour concrétiser l'idéal vers lequel ils tendent. Bon nombre d'enfants sont encore victimes de la guerre, d'autres travaillent dans des conditions dangereuses, tandis que certains vivent dans la rue ou doivent faire face au terrible spectre du VIH/sida.



Voix du Sud : voix d'enfants

Dépotoir municipal Acualinca, Managua, Nicaragua

« Nous courons tous, moi et ceux qui travaillent au dépotoir, de grands risques et nous devons constamment surmonter le danger. Nous pouvons être maltraités, frappés, violés. Les plus jeunes souffrent lorsque les adultes leur prennent ce qu'ils ont amassé. Et parce qu'ils sont plus jeunes, les adultes en profitent. Les enfants sont sans défense.

Dos Generaciones nous dit d'étudier, d'aller à l'école et de faire un effort pour notre avenir. La plupart des enfants n'allaient pas à l'école avant. »

« Je veux partir d'ici. Je veux faire quelque chose. »

Elena, 12 ans, nous parle de sa vie dans le dépotoir à récupérer les ordures et du rôle de Dos Generaciones. Cette organisation dirige une école pour les enfants qui travaillent et elle offre des bourses aux adolescents pour qu'ils puissent fréquenter l'école secondaire. Elle prodigue aussi conseils et protection, surtout aux enfants abandonnés ou maltraités, et défend le droit de tous les enfants avec le soutien du gouvernement et de la collectivité locale. Dos Generaciones, qui bénéficie de l'appui d'Aide à l'enfance Canada et du financement de l'ACDI, a remporté le prix Body Shop des droits de la personne en 2000 pour son engagement à l'égard des enfants qui travaillent.



Photo ACDI : Pierre St-Jacques

La vie de Sally a basculé le jour où on lui a confirmé qu'elle était séropositive. Elle a alors été l'objet de discrimination dans sa collectivité et à l'hôpital de son village, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Mais, au lieu de se cacher et de se résigner, elle a décidé de porter sa cause devant la télévision nationale. En associant sa personne à cette terrible maladie, elle a rallié l'opinion et l'appui de la population.

Des personnes comme Sally jouent un rôle crucial dans la prévention et la lutte contre le sida dans les Antilles. Avec l'appui du gouvernement du Canada, les membres de l'Association canadienne de santé publique et leurs collègues du centre d'épidémiologie des Antilles, le CAREC (Caribbean Epidemiology Centre), travaillent à renforcer la capacité des organisations locales à élaborer des programmes de promotion de la santé, à améliorer le système de surveillance, à perfectionner les méthodes diagnostiques communautaires, à prodiguer les soins et à soutenir les personnes atteintes et leur famille. Les Antilles représentent, après l'Afrique, la seconde région du monde la plus touchée par le sida.

« Les effets sont spectaculaires. Avant, les gens évitaient les personnes atteintes du VIH/sida, souligne le D^r Bilal Camara, directeur du projet. Mais les choses changent progressivement. »

« Pour la première fois au pays, nous avons vu, par exemple, le président donner l'accolade à une personne séropositive, fait remarquer le D^r Camara. Cela veut dire que les dirigeants ont compris et qu'ils nous appuient. »

Au cours des prochaines années, la Zone de libreéchange des Amériques (ZLEA) va progressivement s'étendre pour englober de plus en plus de pays. Afin de s'assurer que les pauvres ne sont pas abandonnés à leur sort, l'ACDI appuie une vaste gamme de projets en vue de les aider à acquérir des compétences, à accéder au crédit et à s'insérer dans l'économie mondiale.



Opportunidad : du crédit pour les pauvres de Bolivie

La difficulté d'obtenir du crédit constitue la plus sérieuse entrave au progrès pour les vendeurs de rues, cireurs de chaussures, boulangers, tailleurs et tous les petits commerçants du monde. Ils ont besoin de peu, mais les petits prêts sont coûteux à administrer et ne sont guère profitables. De plus, les banques sont peu enclines à prêter à des gens qui n'offrent aucune garantie.

Prodem, une organisation non gouvernementale bolivienne, a commencé à consentir des prêts à des petits entrepreneurs qui s'étaient regroupés, en se portant mutuellement garants des prêts. Ces prêts, ainsi que la formation qu'offrait Prodem, ont connu un franc succès, en particulier auprès des femmes pauvres qui forment la majorité des clients.

Prodem a pris la décision de devenir une institution financière officielle. L'Organisation torontoise Calmeadow Foundation, qui reçoit une aide de l'ACDI, a dispensé avis et conseils techniques à Prodem pour renforcer ses capacités et lui permettre d'offrir plus de services à ses clients. C'est ainsi qu'en janvier 2000 naissait une nouvelle organisation : *Prodem Opportunidad*. Ses 51 bureaux offrent maintenant un éventail de services — prêts personnels, prêts à des groupes, transferts télégraphiques et cartes à puce — à plus de 36 000 fidèles clients dont le nombre ne cesse de grandir.



Photo ACDI : Patricio Baeza

Combler le fossé de l'information

Désireux de participer au marché mondial, les pays d'Amérique latine se sont lancés dans la course pour se doter des compétences et de l'infrastructure de la nouvelle économie fondée sur la connaissance. En se procurant directement les technologies de pointe, ils sautent ainsi de plain-pied dans le XXI^e siècle. Le Canada prête son appui pour que tous les citoyens puissent en profiter. Voici quelques exemples de projets que finance l'Agence Canadienne de développement international pour aider l'Amérique latine et les Antilles à combler le fossé de l'information :

- Le Centre missionnaire oblat de Montréal dispense une formation en technologie de l'information, telle que la conception assistée par ordinateur, à des jeunes défavorisés du Pérou pour qu'ils puissent se trouver un emploi ou démarrer une entreprise.
- SR Telecom de Montréal participe à l'installation de téléphones publics à Haïti et à la formation du personnel local chargé de la gestion des nouveaux systèmes.
- En Bolivie, la Société canadienne de santé internationale forme le personnel de santé et l'aide à développer et à implanter un nouveau modèle de services de santé communautaire.
- Vidéodisques Formatex de Québec aide le gouvernement guatémaltèque à numériser ses cartes et bases de données géographiques, ce qui favorisera l'accès des pauvres à la terre et améliorera la gestion des ressources naturelles.
- International Datacasting Corporation (IDC) d'Ottawa procède actuellement à une étude de faisabilité destinée à aider plusieurs pays d'Amérique latine à améliorer leurs services d'éducation à distance grâce à une meilleure infrastructure. IDC épaule également le Mexique dans ses efforts en vue de transmettre par satellite, notamment aux régions éloignées et souvent dépourvues en services, des données Internet, des services médias en continu, de la vidéo sur demande et des outils pédagogiques multimédias.



La plupart des nations d'Amérique latine et des Antilles sont des démocraties, mais bon nombre d'entre elles demeurent fragiles. Ces jeunes démocraties consacrent beaucoup d'énergie à consolider leurs gains en assurant des élections libres et justes, en éduquant les gens, en les encourageant à voter et à participer aux affaires publiques, et en dialoquant davantage avec les organisations bénévoles et communautaires. Elles consolident également les institutions gouvernementales (comme les assemblées législatives et les cours indépendantes), renforcent les services publics et veillent au respect des droits de la personne.



LES FEMMES ET LA POLITIQUE

Le groupe le plus systématiquement exclu du processus décisionnel dans les Amériques est, sans aucun doute, celui des femmes. Mais les choses changent progressivement avec l'apparition des femmes sur la scène politique, soit à titre de militantes, de lobbyistes ou de représentantes élues.

L'ACDI soutient de nombreux projets qui proposent aux femmes une formation et le développement de compétences techniques qui leur permettent de faire valoir leurs droits et de prendre leur place au sein de leur collectivité :

- Au Guatemala, le Fonds de développement de la démocratie encourage la participation des femmes au processus politique en favorisant leur accès auprès des décideurs, en les encourageant à voter et en leur apportant un appui dans l'analyse des questions et l'élaboration des stratégies pour exercer des pressions sur les élus.
- À Haïti, le Fonds pour la promotion de l'égalité des sexes assure la formation des candidates avant l'élection et la formation subséquente des élues, en vue de mieux les préparer à l'exercice du pouvoir et d'intégrer au processus politique les préoccupations en matière d'égalité entre les sexes.
- En Colombie, 28 % des candidates formées par les programmes du Fonds pour la promotion de l'égalité des sexes ont remporté des sièges de gouverneurs, maires, membres du conseil et des assemblées départementales.

VOIX DES JEUNES



Financé par le Fonds de développement de la démocratie du Guatemala de l'ACDI et géré par le CECI, le projet K'aslemal favorise la participation des organisations communautaires au processus politique. Le projet comprend un volet de formation et d'assistance technique pour aider les parlementaires et autres décideurs à élaborer des lois. Le projet prévoit également former de jeunes étudiants à leurs droits et devoirs comme citoyens du Guatemala et aux responsabilités de l'État, en particulier celles du Congrès. À la suite de ce projet, les professeurs dispensent maintenant dans les écoles des cours sur ces sujets, et chaque année ils organisent l'événement « Garçons et filles, représentants du Congrès pendant un jour ». Cet événement, très populaire et très médiatisé, comprend la participation des jeunes à titre de représentants du Congrès. À ce titre, ils proposent des lois pour mieux protéger les droits de l'enfant

Photo ACDI: John Williamson

INTÉRÊTS EN COMMUN

AVENIR COMMUN

Au fil des ans, le programme canadien de coopération au développement en Amérique latine et aux Antilles s'est éloigné de la relation donateur-bénéficiaire qu'il avait au départ pour évoluer en un partenariat entre égaux. Nous devons affronter les mêmes enjeux, comme la dégradation de l'environnement et les répercussions de la mondialisation sur les pauvres, et nous apprenons à trouver ensemble des solutions à ces problèmes dans l'intérêt de toutes les populations. En collaborant ainsi, nous aiguisons les compétences requises dans le marché mondial, nous développons nos économies et nous veillons à ce qu'autant de gens que possible partagent les bienfaits de cette croissance.

Et ce qui importe davantage, c'est que nous tissons des relations
humaines fondées sur la confiance, la compassion et la solidarité. Et
tout cela dans le cadre du programme de coopération au développement.
En tant que membres de cette grande famille continentale, nous
bâtissons un avenir fondé sur la prospérité et la paix de concert avec
nos collègues, nos partenaires et nos amis.

Pour de plus amples renseignements sur le programme canadien de coopération au développement dans les Amériques et aux Antilles, veuillez consulter le site Internet de l'ACDI à l'adresse suivante :

www.acdi-cida.gc.ca



Des Canadiens tournés vers le monde











Produit par l'Agence canadienne de développement international (ACDI)

The English version of this document is also available under the title Canada and Development Cooperation in the Americas: Photos from the Family Album.

Pour en savoir davantage sur les programmes de l'ACDI, ainsi que sur ses activités et sur son fonctionnement, consultez notre site Internet à www.acdi-cida.gc.ca

ou communiquez avec :

Renseignements au public
Direction générale des communications
ACDI
200, promenade du Portage
Hull (Québec)
K1A 0G4

Tél.: 1 800 230-6349 (819) 997-5006

Ligne pour les malentendants et les personnes ayant des difficultés d'élocution : (819) 953-5023

Télécopieur : (819) 953-6088

Adresse électronique : info@acdi-cida.gc.ca

Imprimé au Canada

Mars 2001

© Ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2001

N° de catalogue E94-309/2001F ISBN 0-662-85611-2

Conception graphique: Hangar 13 Inc.



Photo ACDI : Brian Atkinson